



Bilan de la
Semaine de la Solidarité Internationale 2007
en région Centre -
Regards sur le dispositif expérimental de
décentralisation/déconcentration

**Eric Barbanchon
Pierre-Yves Heurtier**

2007

SOMMAIRE :

I.	<u>Contexte</u>	4
II.	<u>La multiplicité des actions lors de la Semaine de la Solidarité Internationale 2007</u>	4
III.	<u>Méthode d'évaluation de la Semaine de la Solidarité Internationale 2007 en région Centre</u>	5
	<i>A. Objectifs de l'évaluation</i>	5
	<i>B. Méthode d'évaluation</i>	5
	<i>B.1. Création d'un répertoire et d'une cartographie</i>	5
	<i>B.2. Questionnaire adressé au public</i>	6
	<i>B.3. Questionnaire adressé aux organisateurs d'animations</i>	6
	<i>B.4. Les limites de l'enquête</i>	6
IV.	<u>Bilan quantitatif de la Semaine de la Solidarité internationale 2007 en région Centre</u>	7
	<i>A. Evolution du nombre de structures mobilisées</i>	7
	<i>B. Evolution du nombre d'animations</i>	8
	<i>C. Répartition des animations</i>	8
	<i>D. La typologie des acteurs</i>	10
	<i>E. Evolution du nombre de lieux d'animation</i>	10
	<i>F. Organisations en collectif</i>	11
V.	<u>Illustration de l'impact de la SSI dans les départements du Cher et de l'Indre</u>	12
	<i>A. L'affluence</i>	12
	<i>B. Les participants</i>	13
	<i>C. Enseignements reçus à l'issue des questionnaires diffusés auprès du public</i>	16
	<i>C.1 Points faibles : quantité, structure</i>	16
	<i>C.2 Points forts : qualité, fondements</i>	17
VI.	<u>Bilan qualitatif de la Semaine de la Solidarité Internationale 2007 en région Centre.</u>	17
	A. La coordination de la Semaine de la Solidarité en région Centre : point de vu global	17
	<i>A.1. l'accompagnement des organisateurs d'animation</i>	17
	<i>A.2. La programmation</i>	19
	<i>A.3. La communication et le relais média</i>	20

B.	La Semaine de la Solidarité Internationale au cœur d'un collectif local (départements du Cher et de l'Indre)	22
	<i>B.1. Vers un renforcement de l'accompagnement technique et médiatique</i>	23
	<i>B.2. Vers une orientation plus fine de l'accompagnement</i>	23
VII.	<u>Propositions et perspectives</u>	24
A.	Au niveau de l'accompagnement	24
B.	Au niveau de la programmation	26
C.	Au niveau de la relation médias	26
	Cartographie SSI – Centre 2007	27

I. Contexte

Centraider est un collectif régional des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale. Son champ d'intervention est la région Centre, au sein de laquelle l'association anime l'espace de la coopération internationale.

Lieu d'échanges, de rencontres, de formations et de réflexions à destination des acteurs engagés dans la coopération et la solidarité internationale (collectivités territoriales, associations, établissements scolaires, hôpitaux, etc...), Centraider a pour but de favoriser la mise en place de projets de solidarité internationale et/ou de coopération décentralisée réunissant plusieurs types d'acteurs, en fonction des compétences qu'ils peuvent respectivement apporter. Informer et sensibiliser aux problématiques du développement et aux liens de solidarité sont aussi des champs de compétence de Centraider. A cet effet, Centraider se veut le relais régional de la Semaine de la Solidarité Internationale (SSI), événement d'envergure nationale, permettant aux acteurs de la solidarité internationale de parler, en même temps, de leurs actions.

La dixième édition de la Semaine de la Solidarité Internationale (SSI) s'inscrit dans une démarche stratégique expérimentale. Pilotée au niveau national par le Centre de Recherche et d'Informations pour le Développement (C.R.I.D.), l'édition 2007 de la SSI s'insère dans un schéma de décentralisation/déconcentration. Ce mode organisationnel permet ainsi de se rapprocher des acteurs locaux, ce que ne peut faire le CRID, étant donné la masse critique d'actions et d'acteurs sur l'ensemble du territoire. C'est dans ce cadre que des missions de coordination de la SSI ont été confiées à Centraider. Une convention, précisant ce que recouvre exactement le terme « coordination », a été signée entre le CRID et Centraider.

Cette phase expérimentale est soutenue par un volet financier. En effet, une aide de 5 000 € a été versée par le CRID à Centraider, pour assurer entièrement la coordination de l'évènement en région Centre. Ces fonds pouvaient être utilisés librement, en fonction de la stratégie mise en place au niveau local par Centraider.

La stratégie, en Région Centre, a consisté à répartir cette somme sur les 6 départements, permettant, entre autres, de donner les moyens aux acteurs locaux de créer et de faire fonctionner des groupes. Ces groupes ont pour objectifs de mettre en commun leurs animations (intervenants, salles, supports de communication ...), de les répartir sur la SSI (éviter que deux animations se fassent le même soir), de permettre au monde de la solidarité de parler d'une seule et même voix (montrer que la solidarité est plus qu'une action, mais un réel état d'esprit...). Ces groupes sont communément appelés « Collectifs ».

II. La multiplicité des actions lors de la Semaine de la Solidarité Internationale 2007

Lors de cette expérimentation, Centraider a travaillé dans plusieurs directions, que l'on peut classer en trois grandes catégories. Ces trois catégories définissent implicitement la signification du terme « coordination ».

➤ **L'accompagnement des acteurs** prend plusieurs formes comme l'identification des structures souhaitant réaliser des animations lors de la SSI, la sensibilisation au travail en collectif, l'aide à la formalisation des collectifs (financière et technique), la diffusion

d'informations, la mise en relation d'organiseurs d'animation, l'aide technique à la réalisation d'une animation (aide à la recherche de financements, supports pédagogiques, réflexions sur l'impact d'une animation, adresses, intervenants, documentation...)

➤ **La programmation des animations** sur le territoire régional consiste à compiler l'ensemble des animations recensées, à produire un support facilement diffusable et à réfléchir aux modes de diffusion d'un programme régional, ...

➤ **La communication média** de la SSI consiste à travailler activement dans le cadre des partenariats FR3/ HCCI, CRID/France Bleue et CRID/Ouest France...

Afin de satisfaire les missions de coordination qui lui ont été confiées, Centraider a décidé de prendre deux stagiaires. Eric Barbanchon a été intégré à Centraider, en charge de quatre départements. Pierre-Yves Heurtier a été intégré au « Collectif Monde Solidaire de Bourges », dans le département du Cher, afin de proposer un accompagnement précis et de se rapprocher du département de l'Indre. Leurs travaux, caractérisés par des missions et des positionnements stratégiques très différents, ont permis de dégager deux visions différentes :

- une vision globale sur la région Centre,
- une vision de terrain, au cœur d'un collectif local.

III. Méthode d'évaluation de la mission de coordination de la Semaine de la Solidarité Internationale 2007 en région Centre

A. Objectifs de l'évaluation

L'évaluation portera sur les trois composantes de la coordination : l'accompagnement, la programmation des animations et la médiatisation de l'évènement. Ainsi, cette évaluation permettra :

- De vérifier si les objectifs fixés par la convention de décentralisation ont été atteints ;
- De déterminer si l'expérimentation a été concluante ;
- De tirer les leçons de cette expérience et d'apporter des retouches ou des modifications pour une éventuelle reconduction du dispositif de décentralisation/déconcentration.

B. Méthode d'évaluation

B.1. Création d'un répertoire et d'une cartographie

Cette création permettra de visualiser, dans l'espace, l'ensemble des animations proposées lors de la SSI. Ce modèle cartographique dressera un bilan territorial sur lequel pourront être appréciés les écarts de dynamiques et les déséquilibres territoriaux. Ce panorama donnera des indications sur les spécificités régionales, les territoires à investir fortement....

B.2. Questionnaire adressé au public

Afin de mesurer l'impact des animations sur le public, un questionnaire a été proposé à la sortie des animations organisées par le Collectif Monde Solidaire de Bourges. Ce baromètre permet de connaître objectivement les points faibles des animations, et donc de positionner, pour les prochaines éditions de la SSI, l'accompagnement de Centraider. Les réponses des sondés permettent de connaître quantitativement et qualitativement :

- Les médias ayant informé le public,
- Les raisons de participer aux animations,
- La connaissance à priori de l'événement,
- le profil des participants (militants ou novices ?),
- La qualité des animations,
- La compréhension des sujets abordés,
- L'engouement suscité pour l'engagement.

B.3. Questionnaires adressés aux organisateurs d'animations

Ce questionnaire consiste à mesurer la qualité du travail d'accompagnement de Centraider. Les points forts et faibles permettront de (re)positionner notre stratégie et nos actions. Ce questionnaire aborde :

- Les liens de chaque organisateur de la SSI avec Centraider;
- Les animations proposées ;
- Les publics présents ;
- Les médias convoqués ;
- La réalisation des objectifs fixés ;
- L'appréciation du travail de Centraider par les acteurs ;
- Les points à améliorer.

Ces questionnaires ont été passés par téléphone, mails et contacts directs, une semaine après la fin des animations.

B.4. Les limites de l'enquête

Le bilan de l'évaluation doit être considéré avec prudence et relativisme. L'enquête portant sur le public de la SSI n'a touché que 32 sondés sur 540 participants (6% des participants) aux animations de Bourges. Aucune autre enquête portant sur le public n'a été réalisée dans la région.

50% des organisateurs de la SSI ont été interrogés. Cette proportion doit tenir compte du sondage d'un seul organisme par collectif et de la proportion importante des sondés n'ayant pas toujours répondu à toutes les questions posées (ne connaissant pas les liens antérieurs que Centraider avait déjà pu tisser, ne pouvant pas connaître l'évolution du travail de Centraider sur plusieurs années).

Le bilan doit aussi tenir compte d'une limite épistémologique importante, celle du manque d'objectivité et de recul de notre part. Notre tâche première d'animation de la SSI n'est pas scientifiquement profitable au second travail d'évaluation. En d'autres termes, nous

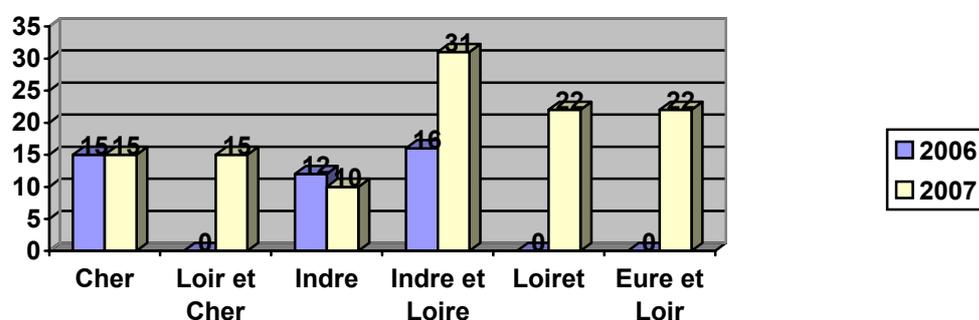
ne pouvons éthiquement pas évaluer nos propres travaux.

IV. Bilan quantitatif de la Semaine de la Solidarité internationale 2007 en région Centre

L'accompagnement des organisateurs locaux a permis de mobiliser un certain nombre de structures, de les recenser dans d'autres cas. Dans cette partie, nous allons voir la **SSI régionale** en chiffres.

A. *Evolution du nombre de structures mobilisées*

Evolution du nombre de structures mobilisées



	2006	2007
Cher	15	15
Eure-et-Loir	0	22
Indre	12	10
Indre-et-Loire	16	31
Loir-et-Cher	0	15
Loiret	0	22
Total	43	115

Nous observons que la mobilisation des structures, pour l'édition 2007, a été forte. Par rapport à 2006, notons une augmentation de $262,80\%$ du nombre d'organismes, passant de 43 en 2006 à **113** en 2007 sur l'ensemble du territoire régional. Cette évolution met en évidence un travail important de mobilisation et/ou d'identification réalisé par Centraider.

En allant plus en détail dans les différents départements, nous observons un souffle nouveau sur les départements de l'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher et du Loiret qui, pour l'édition 2006, n'avaient pas connu d'organismes. Cette année, sous l'influence claire de Centraider, ces 3 départements se sont mobilisés, pour certains en collectif. Ces collectifs se sont créés à Vendôme et à Dreux essentiellement. D'autres collectifs se sont également créés de manière informelle ou se sont renforcés dans différentes villes de la région Centre : Marboué - Châteaudun - Chartres (28), Orléans - Ingré (45), Bourges - Conseil Général du Cher (18), Le Blanc (36), La Châtre (36).

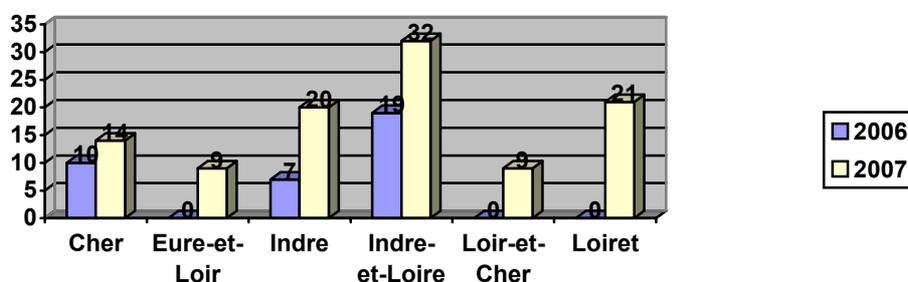
Il est cependant à noter une relative baisse des organisateurs mobilisés dans l'Indre. Cela pourrait être dû au déclin du collectif mis en place en 2006. D'autre part, l'Indre-et-Loire a vu une implication forte du CID-MAHT (Centre d'Information et de Documentation – Maison des Associations Humanitaires de Touraine) doté d'une autonomie et d'une proximité avec les acteurs, ce qui explique la nette augmentation des organisateurs mobilisés. Le Cher,

quant à lui, travaille depuis plusieurs années en collectif, ce qui explique le même nombre d'organisateur par rapport à l'édition précédente.

Notons enfin qu'il s'agit essentiellement de chiffres issus d'un travail d'identification. Par conséquent, il ne s'agit pas uniquement d'une augmentation du nombre de structures mobilisées pour la SSI mais d'une plus grande implication de Centraider dans la recherche d'organisateur. Cependant, la mobilisation par Centraider a porté ses fruits dans les départements du Loir et Cher, de l'Eure et Loir et du Loiret étant donné l'appui direct et régulier dans la construction de collectifs. Nous ne pouvons pas affirmer que l'édition 2007 a été plus riche que celle de 2006, par contre, nous nous sommes bornés à mieux connaître les organisateurs.

B. Evolution du nombre d'animations

Evolution du nombre d'animations



	2006	2007
Cher	10	14
Eure-et-Loir	0	9
Indre	7	20
Indre-et-Loire	19	32
Loir-et-Cher	0	9
Loiret	0	21
Total	36	105

Une augmentation de 291.6 % a été constatée au niveau régional par rapport à 2006. Cette évolution caractérise l'effort d'identification et de mobilisation réalisé par Centraider tout au long du préparatif de l'évènement. Une fois de plus, nous ne pouvons affirmer que l'édition 2007 est plus fournie. Elle a par contre été mieux observée par Centraider.

C. Répartition des animations

Afin de compléter notre analyse sur l'évolution des animations, nous allons déterminer les genres d'animations recensés lors de cette édition. Parmi les **105 animations répertoriées** cette année, nous pouvons les répartir en huit catégories. Nous avons défini ces catégories comme suit :

- Actions de sensibilisation (intervention dans les lycées, collèges, PIJ...);
- Contes africains ;
- Conférences, tables-rondes ;
- Expositions ;
- Repas Solidaires ;

- Stands d'informations, forums associatifs
- Activités ludiques (jeux solidaires, concours d'éloquence, enquêtes de rue, radio solidaire...);
- Films-débats.

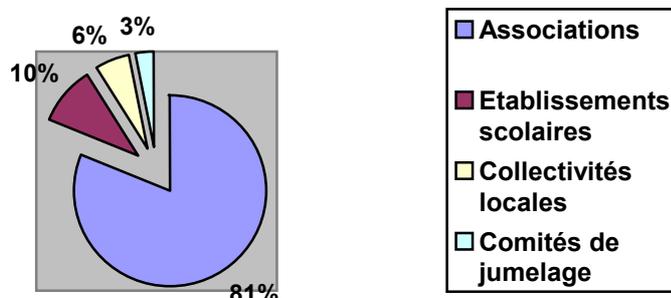
	Indre	Cher	Indre-et-Loire	Eure-et-Loir	Loir-et-Cher	Loiret	Total
Actions de sensibilisation	3	3	2	0	2	3	13
Contes africains	2	0	0	1	0	0	3
Conférences, tables-rondes	4	6	16	1	1	11	39
Expositions	2	0	4	1	3	2	12
Repas solidaires	2	0	0	1	1	2	6
Stands d'informations, Forums associatifs	2	1	7	4	1	2	17
Activités ludiques	4	2	3	1	1	1	12
Films-débats	1	2	0	0	0	0	3
Total	20	14	32	9	9	21	105

Notons une forte dominante de la conférence/débat dans la typologie des animations. Elles représentent, sur l'ensemble des départements, 37% du nombre total d'animations. Viennent ensuite les forums associatifs (16.20%), les actions de sensibilisation diverses (12.4%) et les activités ludiques (11.5%). Les autres formes d'animations (projections de films, repas solidaires et les contes africains) ne représentent à eux seuls que 11.5%.

Il sera intéressant d'analyser, dans un cadre qualitatif, l'impact des animations. Une sur-représentation d'un type d'animation, comme le ciné-débat, n'est pas un gage de qualité ou d'attractivité.

D. La typologie des acteurs

Typologie des acteurs



Associations	94
Etablissements scolaires	11
Collectivités locales	7
Comités de jumelage	3
Total	115

La solidarité internationale est encore un domaine réservé ! En effet, les associations représentent 81 % des organisateurs. Notons toutefois une assez bonne représentation des établissements scolaires (10%) et une très faible part de collectivités locales et de leurs émanations diverses (9%).

De manière générale, les collectifs sont majoritairement composés d'associations. Les lycées et collèges ont plus tendance à intégrer les collectifs par rapport aux collectivités locales, puisqu'il n'est pas rare que les professeurs soient aussi militants associatifs. Toutefois, l'accent a été mis, dans l'aide à la création de collectifs, sur la nécessité de travailler dans des contextes multi-acteurs (c'est ce qui a pu être fait sur Vendôme, Dreux et dans le Cher).

Enfin, la sous-représentation des collectivités locales s'explique aussi pour des raisons de comptage. En effet, une collectivité qui soutient une initiative (financièrement, matériellement...) participe de fait à sa réalisation. Or ce paramètre n'a pas été pris en compte dans les questionnaires ou n'a pas été relevé spontanément par les associations organisatrices.

E. Evolution du nombre de lieux d'animations

	2006	2007
Nombre de villes organisatrices	12	26

Le nombre de lieux accueillant des animations a logiquement évolué, le lieu étant corrélatif aux animations. Cette augmentation met en avant une plus grande répartition par ville. Ainsi, la SSI connaît une répartition territoriale plus homogène en 2007 (diversité de lieux, nombre important de villes dans lesquelles se sont déroulées des animations...). Ce paramètre semble important à relever dans la mesure où de nombreux territoires, pouvant être considérés comme ruraux, ont accueilli des animations. Phénomène intéressant puisque les grandes villes ont tendance à attirer plus fortement ce type de manifestation.

F. Organisations en collectifs

Dans le Cher (18), un collectif est en place depuis déjà 7 ans. Il fonctionne de manière autonome mais l'innovation, pour cette édition, est que Centraider a posé les bases d'un rapprochement avec le Conseil Général du Cher. Ce rapprochement a permis d'institutionnaliser les animations et d'avoir l'appui financier et « médiatique » d'un département. Ce collectif a également bénéficié d'un stagiaire de Centraider, Pierre-Yves Heurtier, lui permettant de dialoguer en permanence avec la coordination régionale. Le collectif a reçu, à cet effet, une dotation financière importante, de l'ordre de 3800 €.

Dans l'Eure-et-Loir (28), Centraider a également joué un rôle central dans la création de plusieurs collectifs. Ces collectifs, formés autour de la ville de Dreux ou créés à l'initiative d'une association pour les villes de Châteaudun, Marboué et Chartres, ont permis la mise en place d'animations dans ce département.

Le collectif de Dreux s'est formé autour de la mairie et plus particulièrement de la direction de la culture de la ville. L'appui de la mairie a permis la création d'un collectif solide et, espérons-le, durable, permettant une assise de Centraider sur le territoire pour réaliser ses actions (formations, commissions...) de manière plus efficace. Ce département n'a eu besoin que de 200 €, pour couvrir des frais de déplacement.

Dans l'Indre (36), aucun collectif, à proprement parlé, n'a été créé. Les animations ont été coordonnées par Centraider grâce à la présence du stagiaire intégré au collectif du Cher, département voisin. Ainsi, en raison de cette proximité, de nombreuses animations ont pu être connues. Toutefois, deux villes moyennes ont connu une activité en micro-collectif (Le Blanc et La Châtre). Centraider les a aidé financièrement pour la mise en place un programme papier commun, pour couvrir des mises à disposition de permanents et des frais de déplacement (environ 500 €).

Dans l'Indre-et-Loire (37), la présence du Centre d'Information et de Documentation – Maison des Associations Humanitaires de Touraine (CID-MAHT) a permis un gros travail en collectif. Le CID-MAHT a une meilleure vision du département, facilitant ainsi l'identification et la coordination des animations. L'action de Centraider a consisté à suivre le déroulement de l'organisation, à proposer une aide au montage de dossier « coup de pouce » et à inscrire les animations du collectif sur la base de données nationale. L'autonomie a donc été privilégiée, la coordination étant déjà bien « rodée » et efficace. Le Cid-Maht a toutefois obtenu une aide à la coordination de 980 € environ, couvrant la création d'un programme papier départemental commun et la mise à disposition, par le Cid Maht, de sa permanente, pour assurer la coordination de la SSI.

Dans le Loir-et-Cher (41), la création d'un collectif à Vendôme, lieu de résidence de Centraider, prend tout son sens. Ce collectif regroupe les associations du pays vendômois, la mairie de Vendôme, un syndicat mixte intercommunal et un Point Information Jeunesse. Centraider a pu donc faire jouer l'effet réseau sur ce territoire, par son implantation et sa connaissance du tissu associatif local, aidé en cela par Vendôme-Associations, qui a reçu environ 500 € pour la mise à disposition de sa permanente.

Dans le Loiret (45), et plus particulièrement à Orléans, « capitale régionale », un collectif s'est créé de manière informelle autour d'Artisans du Monde Orléans, permettant de

proposer une animation pour plusieurs acteurs du département. Ce groupement d'associations, n'a pas reçu l'appui de la Ville. L'autonomie financière a prévalu dans ce département.

V. Illustration de l'impact de la SSI dans le département du Cher.

Analyse issue du travail de Pierre-Yves Heurtier, placé au cœur du collectif de Bourges (département du Cher) et en charge d'observer le département voisin de l'Indre.

4 animations furent organisées (du 15 au 24 novembre 2007) par le Collectif Monde Solidaire de Bourges (un point presse d'ouverture, une pièce de théâtre, une conférence et un film documentaire) et 9 par des associations affiliées (3 conférences, 3 rencontres avec des élèves, un bal Folk, la présentation d'une association et un forum de solidarité).

Grâce aux réponses des organisateurs de la SSI dans les deux départements du sud de la région, nous pouvons tirer un bilan clair de l'impact du travail de Centraider à différents niveaux : la nature des liens entre les organisateurs et Centraider, les médias convoqués, la réalisation des objectifs fixés et l'appréciation du travail de Centraider.

Dans le Cher, le Conseil Général et le collectif Monde solidaire ont dressé un bilan très positif de la coopération tripartite, exprimant le souhait de poursuivre ce travail pour les éditions prochaines.

Dans l'Indre, aucun collectif n'a été reconduit mais des énergies associatives contagieuses ont donné corps à la SSI. La coopération fut moins étroite et plus irrégulière, mais des liens se sont tissés entre des acteurs associatifs de cette zone rurale, qu'ils disent eux-mêmes difficile à sensibiliser aux valeurs de solidarité internationale.

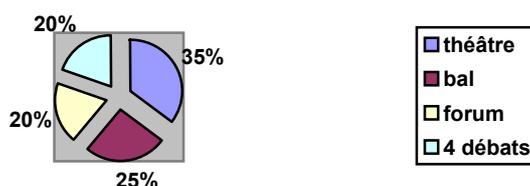
A. L'affluence

L'affluence aux diverses animations montre une nette préférence des participants pour la soirée d'ouverture de la SSI, une pièce de théâtre (« Elf la pompe Afrique » de Nicolas Lambert) qui rassembla 180 spectateurs (33% de la totalité des participants à la SSI). Le bal folk clôturant la SSI (130 entrées et 24% de la totalité des participants à SSI) et le forum de la solidarité internationale (environ 100 participants et 18,5% de la totalité des participants) viennent ensuite.

La projection du film documentaire « Le banquier des humbles » rassembla 45 spectateurs et les autres animations (conférences et débats sur le micro-crédit et le commerce équitable) regroupèrent chacune approximativement 25 personnes.

Les animations du collectif ont attiré environ 300 personnes. Les animations des associations affiliées ont attiré environ 240 personnes. Enfin, une association intervenant dans les collèges a pu toucher environ 600 élèves. Sur le département de l'Indre, les deux organisateurs d'animations (chefs de file) ont comptabilisé environ 250 personnes chacun. 1640 personnes ont donc approximativement assisté aux animations des départements de l'Indre et du Cher.

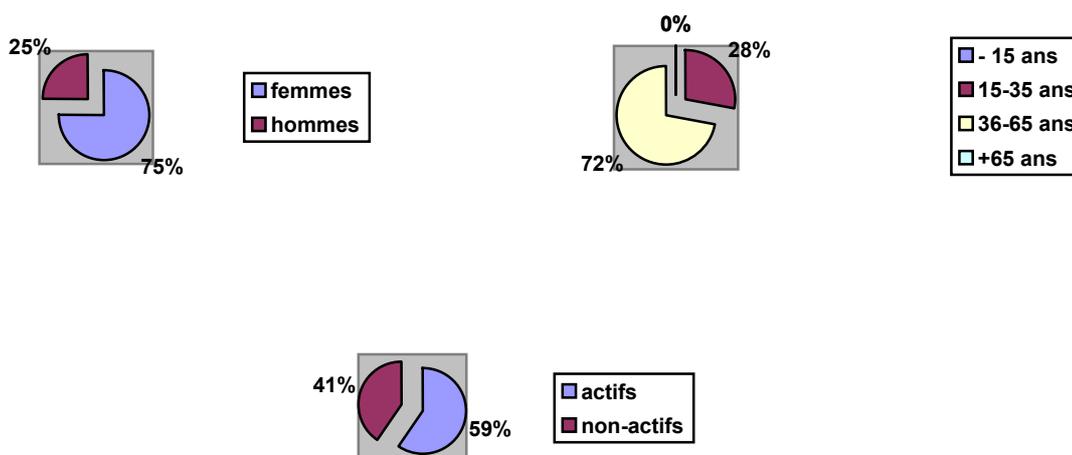
L'affluence selon les animations



B. Les participants

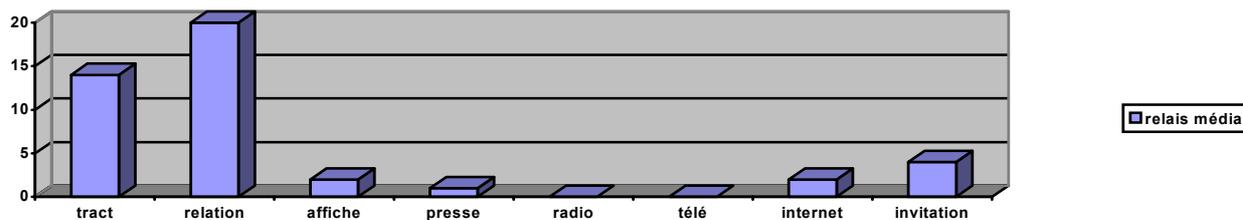
L'enquête compte 32 sondés sur 540 participants (6 % des participants furent sondés) : 24 femmes (66 % des sondés) et 8 hommes (33 % des sondés) furent sujets de l'enquête. 9 enquêtés avaient entre 15 et 35 ans (28% des sondés), 23 sondés avaient entre 36 et 65 ans (72 % des sondés). Aucun sondé n'avait moins de 15 ans et plus de 66 ans. 19 sondés (59% des sondés) étaient des actifs (en temps complet, partiel, étudiants, lycéens, artisans) et 13 sondés (41% des sondés) n'étaient pas actifs (retraités, chômeurs, personnes au foyer).

Les sondés



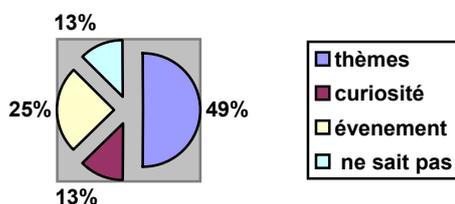
L'impact des médias

Notons que la majorité des sondés (20 sondés, ce qui représente 46% des sondés) a été informée des animations par une de leur relation personnelle. Le second mode d'information est le tract, qui a permis la venue de 14 sondés (32% des sondés). Les autres formes de communication (affiche, presse, radio, télévision, Internet, invitation) n'ont pas mobilisé, pour chacune d'entre elles, plus de 4 sondés.



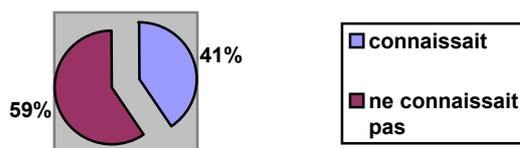
Les centres d'intérêts

Les thèmes abordés durant la SSI (les détournements d'argent public et leurs conséquences, le micro-crédit, le commerce équitable, les projets de solidarité internationale et les cultures des pays du sud) sont les principaux vecteurs d'attractivité des spectateurs (50% des sondés). L'évènement en lui-même (25% des sondés) et la curiosité (12,5% des sondés) sont secondaires.



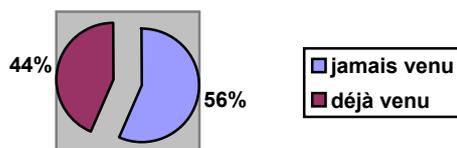
La connaissance de l'évènement

La plupart des sondés ne connaissait pas la campagne de la Semaine de la Solidarité Internationale (18 sondés : 56% des sondés)



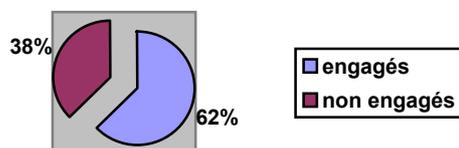
La fréquentation passée

La majorité des enquêtés (18 enquêtés : 56% des sondés) n'était jamais venue aux éditions précédentes de la SSI.



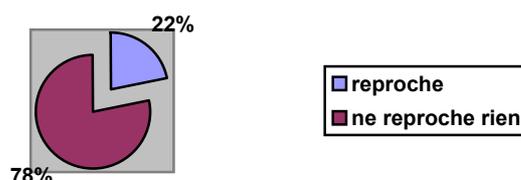
Une participation influencée par l'engagement ?

Une part importante des sondés (20 sondés : 62% des sondés) se dit déjà engagée dans des associations, des partis politiques ou des organismes de solidarité.



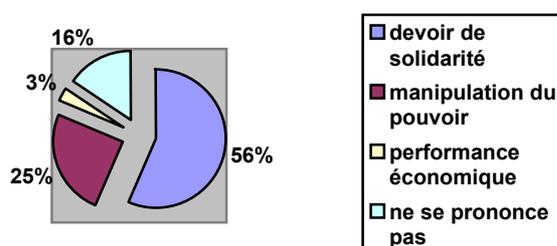
Les reproches

25 sondés (78% des sondés) ne reprochent rien aux animations, ce qui laisserait penser qu'ils ont globalement apprécié. Nous pouvons tout de même noter que 7 personnes (22% des sondés) font des reproches comparables. Nous les précisons plus loin.



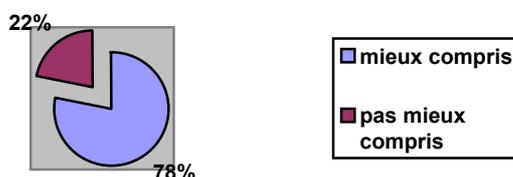
Les messages retenus

A la question de savoir quels furent les messages retenus par les spectateurs, la majorité d'entre eux (18 sondés : 56%) avancent les thèmes du droit, du devoir de solidarité internationale, de l'échange, de la nécessité d'information et d'actions solidaires. Les débats sur la manipulation des puissances politiques et la critique du modèle économique dominant viennent ensuite.



La compréhension des sujets

La majorité des enquêtés (25 sondés : 78%) répond que les animations leur ont permis de mieux comprendre les sujets abordés lors de la SSI et 7 sondés (22%) disent ne pas avoir avancé dans leur compréhension puisqu'ils sont déjà documentés sur le sujet abordé.



L'action suscitée

L'engagement suscité par la SSI est positif, puisque 19 enquêtés (60% des sondés) prétendent vouloir désormais agir de manière plus importante ou différente, contre 4 sondés qui disent ne pas avoir été motivés pour s'engager.



C. Enseignements reçus à l'issue des questionnaires diffusés auprès du public.

Devant ces résultats et en le comparant à certains chiffres des années précédentes, il semble important de pointer les faiblesses et les points forts de l'organisation.

C.1 Points faibles : quantité, structure

L'affluence à l'événement de la SSI n'évolue pratiquement pas depuis 2005 (2005 : 600 participants, 2006 : 400 participants, 2007 : 540 participants). Malgré les expériences acquises, le nombre de participants fluctue seulement d'une centaine de personnes. Les supports de communication, qui accaparent une partie non négligeable du budget (3000 tracts et quelques affiches = 400 euros), qui se sont épuisés avant la dernière animation, paraissent peu efficaces et moins performants que les relations personnelles pour relayer l'évènement. L'inefficacité des supports de communication expliquerait aussi pourquoi 56 % des sondés ne connaissait pas le nom de la campagne SSI avant d'assister aux animations.

La force de la communication par les relations personnelles ne permet pas d'attirer un nombre suffisant de nouveaux participants (la majorité se disent déjà engagés dans le milieu associatif ou politique).

Notons aussi que certains reproches ont été évoqués:

- Les temps courts et les horaires tardifs des débats ne suscitent pas

- l'engouement nécessaire à une meilleure compréhension ;
- Manque de clarté sur le sujet du micro-crédit (manque de débats sur ce sujet qui pourrait conduire à une meilleure compréhension et non un scepticisme naturel qui s'est exprimé) ;
- Manque de participation du public au forum de la solidarité internationale.

C.2 Points forts : qualité, fondements

Le nombre de participants, quasiment identique depuis 3 éditions (entre 400 et 600 personnes), semble renforcer l'idée de l'existence d'un « noyau dur d'intéressés » à Bourges. Les thèmes abordés et la « nécessité » d'échanger avec d'autres acteurs solidaires sont des points forts qu'il faut absolument conserver et promouvoir.

VI. Bilan qualitatif de la Semaine de la Solidarité Internationale 2007 en région Centre.

La manière dont les travaux de coordination se sont déroulés nous pousse à produire deux types de bilans qualitatifs. Le premier bilan s'attachera à présenter la coordination au niveau régional et le second concernera les départements de l'Indre et du Cher.

A. La coordination de la Semaine de la Solidarité en région Centre : point de vue global

Rappelons que le terme « coordination » sous-entend dans un premier temps l'accompagnement technique des organisateurs (dans la réalisation de leurs animations), la connaissance et la mise en relation des organisateurs. Dans un second temps, la coordination touche des travaux de programmation et de communication.

A.1. l'accompagnement des organisateurs d'animation

Nous avons observé, quantitativement, que le nombre d'animations était en très net progrès par rapport aux années précédentes. Ainsi, nous pouvons nous demander ***quelles sont les origines de cette augmentation ?***

Pour cette édition, plusieurs actions réalisées par Centraider peuvent expliquer cette augmentation. D'une part, la présence de deux stagiaires a permis une meilleure identification des acteurs et un meilleur maillage du territoire. Cependant, l'augmentation du nombre d'animations est à mettre au conditionnel. En effet, le gros travail d'identification et de référencement des animations réalisées par Centraider pendant la période préparatoire à l'évènement peut être la simple cause de cette augmentation

Mais, le travail en collectif incité par Centraider, a également participé à cette augmentation. En effet, l'action de Centraider auprès de certains collectifs a permis une plus grande mobilisation des réseaux locaux. Sur un territoire donné, les acteurs de la solidarité internationale se connaissent plus ou moins. Le fait de les mettre en relation dans un contexte de confiance et d'échange pousse de nombreux acteurs à parler des projets autour d'eux, à

leurs amis, aux associations qu'ils connaissent. Ce climat de confiance, de responsabilité collective, de bonne humeur... peut expliquer pourquoi, au sein d'un collectif créé, les engagements dans le montage d'animations sont plus nombreux. Notons aussi que la présence de collectivités locales dans les collectifs amène une dimension statutaire plus forte, en ce que l'action n'est plus réservée à la société civile mais partagée avec le niveau politique qui défend les mêmes valeurs. Le fait d'avoir une collectivité locale dans un collectif renforce aussi la confiance dans le résultat des animations, dans la solidité du projet... Enfin, la mise à disposition d'une aide financière pour la coordination des collectifs a également permis aux plus sceptiques de réaliser des actions.

Comme nous pouvons le constater, l'action de Centraider a été essentiellement un travail d'incitation et d'identification, l'accompagnement technique sur la réalisation des animations s'est révélé plus que partiel. Aux vues des premiers résultats des questionnaires, nous observons que les liens entre les organisateurs et Centraider ont été minimes. Ce manque de liens n'a pas permis de proposer un appui et des conseils suffisamment efficaces pour leurs animations. En effet, Centraider s'est concentré sur les nouveaux collectifs créés sous son aile, délaissant quelques peu les organisateurs expérimentés et autonomes. Nous pouvons certainement expliquer ce manque de soutien par notre propre déficit d'expérience et d'outils techniques....

Pourtant, l'ensemble des structures participantes, pour l'édition 2007 de la SSI, fait partie du réseau Centraider. D'après les premiers résultats du questionnaire, les organisateurs ont des relations privilégiées et des échanges soutenus avec Centraider pour des formations, des conseils... Nous pouvons conclure que le rôle de Centraider est bien connu des acteurs en Région. Cependant, il en va différemment en ce qui concerne l'évènement SSI. Nous avons constaté que les organisateurs ne connaissent pas la fonction de Centraider dans la SSI, ni même le niveau d'accompagnement qu'il propose. Ce manque d'informations auprès des organisateurs peut être expliqué par :

- *Le manque de dialogue entre Centraider et le CRID concernant les objectifs des actions à réaliser lors de l'évènement.*
- *Le manque d'informations claires et précises délivrées par Centraider auprès des organisateurs à l'approche de l'évènement.*
- *Le manque de temps pour la préparation de l'évènement en région (pour Centraider et les organisateurs)*
- *La grande distance qui sépare les pôles organisateurs, ce qui nuie à la proximité que doit assurer Centraider.*
- *La grande majorité d'organisateur novices dans l'évènement, ne connaissant pas forcément la SSI (la mobilisation s'est faite grâce à des relations de proximité, le temps a sans doute manqué pour expliquer les rôles de chacun)*

Coordonner vers la qualité ou vers la quantité ?

Il est important de rappeler que qualité ne rime pas forcément avec quantité et

inversement. En effet, une animation peut être très précise sur le fond et avoir peu de public, on dira de cette animation qu'elle est de qualité. L'inverse se produit également.

Il semblerait que les organisateurs souhaitent, pour les prochaines éditions, se tourner vers la recherche de qualité qui, selon eux, est un gage de quantité. Cela remet en question l'utilisation régionale des fonds de coordination, qui devraient donc être affectés à la réalisation de formations, à la recherche de fonds documentaires, d'intervenants. Centraider est perçue comme un « facilitateur ». L'accompagnement doit donc permettre aux bénévoles de gagner du temps sur des détails techniques, privilégiant ainsi la qualité et la communication.

Pour qu'un accompagnement soit efficace, il faut que l'ensemble des informations soit connu par l'organisme régional, qu'elles circulent selon des flux croisés horizontaux et verticaux. C'est-à-dire que le travail de coordination ne peut être modulé qu'en fonction de demandes venant d'en bas et de diffusions d'informations venant d'en haut. Afin de faciliter la circulation de ces flux, il serait intéressant, pour les années suivantes, de compiler les informations sous forme de boîte à outils réunissant des intervenants, des possibilités de recherche de financement, des idées d'animations, des retours d'expériences sur les animations (en fonction de leur typologie), de la documentation sur les thématiques abordées...

Notons donc que l'accompagnement a été partiel et préféré à l'incitation à agir en collectif. Cet état de fait peut permettre, pour les prochaines éditions, un meilleur accompagnement sachant que les difficultés ont été pointées, les organisateurs sont connus, structurés et Centraider connaît désormais leurs attentes.

Cela nous amène à nous questionner sur les caractéristiques de l'accompagnement. En effet, la région Centre est vaste, les acteurs nombreux, les attentes et les objectifs différents en fonction des caractéristiques rurales ou non du territoire, les organisations des acteurs variées (collectif, individuel...). La question de l'accompagnement que l'on doit proposer se pose ainsi : doit-on positionner notre accompagnement sur le travail en collectif, en ce qu'il est vecteur de dynamiques, ou proposer des échanges individuels avec chaque organisateur, afin de réfléchir à l'animation, à l'impact, au sujet... Ou simplement prendre le temps de le moduler en fonction de tous les paramètres considérés ?

A.2. La programmation

Le choix a été fait, dès le début, de ne pas produire un document papier étant donné les coûts financiers et écologiques.

Le programme, uniquement réalisé sur support électronique, ne suffisait pas à approcher un public large. C'est ainsi qu'un blog Internet a été créé (<http://ssi-centraider.space-blogs.com>), l'adresse a été publiée sur le site de Centraider et sur le site des différents partenaires réalisant des animations.

	Novembre	Décembre	Janvier
Nombre de visites du blog	465	642	802

Il est cependant impossible, actuellement, de vérifier le nombre de consultations du

programme version numérique, ce qui ne nous permet pas d'évaluer correctement l'impact qu'a eu le programme sur l'affluence aux animations. Cependant, nous pouvons affirmer que le blog internet a permis une circulation importante de l'information.

Le choix numérique a été conditionné par plusieurs éléments. Tout d'abord, la réalisation d'un programme papier et sa diffusion à échelle régionale n'étaient pas compatibles avec nos capacités financières. Ensuite, un tirage couleur en grande quantité ne correspondait pas aux objectifs de développement durable que nous défendons à travers nos diverses actions.

Une partie des fonds de coordination, réaffectés sur les collectifs locaux, a permis de produire des programmes départementaux réunissant plusieurs organisateurs de villes différentes. En effet, le jeu de la mutualisation passait par le partage des moyens et des espaces de promotion. Nous ne connaissons pas, pour le moment, l'impact de ces programmes. Nous avons réaffectés à peu près 1600 € sur ce volet, sachant que la communication régionale n'a pas amené de frais réels (hors temps de travail bien sûr).

A.3. La communication et le relais média.

Centraider s'est positionné sur deux terrains en matière de communication : le relais des partenariats nationaux (FR3-HCCI, CRID-France Bleue) et l'accompagnement des organisateurs locaux dans leurs démarches auprès de la presse de proximité.

La communication, pour l'ensemble des interrogés, a été satisfaisante. Le travail de relais média n'a cependant pas été perçu par tous les acteurs comme pertinent dans la mesure où ils ont également joué ce rôle. Les acteurs ont toutefois déploré le manque d'interviews et de soutien de France 3 pour l'évènement qui, selon eux, serait une des causes de la faible affluence à certaines animations.

En ce qui concerne les partenariats nationaux, aux vues des parutions, le travail de Centraider s'est avéré lacunaire. Concernant le partenariat FR3-HCCI, un gros travail de contact avec les journalistes et les rédactions a été produit (5 contacts/entretiens téléphoniques) ainsi qu'un lourd travail de préparation de sujets, qu'il a fallu trouver, faire remonter, reformuler, analyser... Au total, seulement une émission sur France 3 Centre a été réalisée. Elle ne concernait pas directement la SSI mais proposait une présentation des « rencontres régionales de la coopération » organisées par le Conseil Régional. Mise à part l'institution régionale, les organisateurs de « seconde zone » n'ont pas réellement attiré l'attention de ce média. Le ratio « travail fourni/couverture médiatique » est ainsi largement déséquilibré. Les explications peuvent être multiples : actualité du moment, difficulté de décryptage du fonctionnement du média, manque de clarté entre Centraider et le CRID du fait de la spécificité de la région médiatique de France 3 (Ile-de-France / Centre), mauvaise approche du média... Tout cela nous amène à penser que nous avons besoin, nous même, d'outils techniques et de formation afin de définir des stratégies de communication. Ce manque de compétences s'est aussi ressenti au niveau de l'impossibilité de pouvoir aider précisément les organisateurs locaux dans leurs démarches de communication avec France 3.

Concernant le partenariat France Bleue-CRID, le travail s'est avéré plus limpide. En effet, nous avons simplement envoyé un communiqué et un dossier de presse. L'actualité humanitaire a sans doute amené les journalistes de France Bleue vers nous. Ainsi, nous avons fait une émission dans laquelle nous avons pu parler du principe de la SSI, des animations qui

avaient lieu dans le Loiret, de l'amalgame avec l'affaire de « l'Arche de zoé ».

Au niveau de la couverture médiatique locale, notre travail a consisté à élaborer un dossier de presse et un communiqué, adaptés aux spécificités régionales, de le transmettre aux organisateurs ainsi qu'une liste, par département, des médias locaux (presse écrite, télé, radio). Par la suite, Centraider a transmis à chaque média une documentation sur la SSI en région. Nous avons ainsi été contactés par une dizaine de médias (Nouvelle République, NRJ, + FM, France Bleue...) qui souhaitaient obtenir soit des contacts avec des organisateurs, soit des interviews de Centraider.

A ce niveau, la communication était minimale et plutôt grand public. Or il existe certains médias, que nous n'avons pas recensés dans nos listes, qui permettent de toucher un public jeune ou « alternatif ». Suite à un travail de recherche assez important, nous avons pu établir des contacts et avoir des publicités à travers les blogs solidaires, des pages internet d'informations, des annonces sur des sites internet, des inscriptions des animations sur des pages spécialisées...

Quelques animations ont intrinsèquement permis de mobiliser le large public et ont participé à la communication de l'évènement. Le « portage de parole », animation réalisée à Vendôme, permettait, par des enquêtes de rue, de recueillir des opinions sur la solidarité internationale. Ces résultats d'enquêtes étaient synthétisés en une phrase, écrits sur des panneaux et affichés dans la rue. Le contact direct avec les passants permettait aux bénévoles de discuter de solidarité mais aussi d'annoncer leurs animations.

Une autre animation, portée par « les Francas », en Indre-et-Loire, a également mobilisé l'attention du large public. Pendant une semaine, une radio de quartier était mise en place et elle permettait aux organisateurs de la SSI du département de venir s'exprimer et de débattre de tous les sujets. Cette radio touchait un quartier populaire de Tours !

La communication, c'est aussi...

Nombre de communiqués de presse	4
Nombre de dossiers de presse	1
Nombre de contacts presse écrite	63
Cher	15
Loir-et-Cher	10
Loiret	13
Indre	7
Eure-et-Loir	7
Indre-et-Loire	11
Nombre de contacts radio	43
Cher	15
Loir-et-Cher	4
Loiret	7
Indre	2
Eure-et-Loir	5
Indre-et-Loire	10
Nombre de contacts Blog solidaire	30
Nombre de contacts TV	14
Cher	2

Loir-et-Cher	1
Loiret	3
Indre	3
Eure-et-Loir	2
Indre-et-Loire	3
Nombre de parutions médias (information partielle)	46

La communication au sein de collectif de Bourges, c'est ... 10 parutions locales sur 15 journaux mobilisés. Il s'agit entre autres de la Nouvelle République (4 parutions), du Berry Républicain (1 parution), des Echos du Berry (1 parution), des Echos la Marseillaise (2 parutions) et des journaux gratuits des conseils généraux et régionaux (2 parutions). L'autre type de média mobilisé pour la SSI est la radio, avec 5 parutions sur 15 médias mobilisés. Il s'agit entre autres de RCF, Radio résonance et Radio France-bleu...

***B- La Semaine de la Solidarité Internationale au cœur d'un collectif local
(départements du Cher et de l'Indre)***

Il s'agit ici de l'analyse de Pierre-Yves Heurtier, placé au cœur du collectif de Bourges, qui a pu appréhender directement la manière dont les organisateurs locaux considèrent le travail de coordination de Centraider.

Analyse issue d'un questionnaire diffusé au sein du collectif Monde Solidaire de Bourges.

Centraider a permis de :

- Dynamiser l'organisation de la SSI 2007 6 réponses /9
- Améliorer la communication auprès du public, des partenaires et des médias 5 réponses /9
- Connaître de nouveaux acteurs et projets de la solidarité internationale 4 réponses /9
- Bénéficier d'une aide financière 5 réponses /9
- Autres, précisez :
Coordonner, consolider les liens et faire le relais entre tous les acteurs

Centraider a approximativement permis de :

- Rendre les animations de qualité 4 réponses /9
- Aider à mieux maîtriser certains aspects de l'organisation 5 réponses /9

Centraider n'a pas permis de :

- Bénéficier des documents techniques, pédagogiques, budgétaires 4 réponses /9
- Faire participer de nouveaux partenaires aux actions

- Fournir les informations au CRID 7 réponses /9
- Fournir un budget au CRID 4 réponses /9
- Fournir un bilan pédagogique au CRID 7 réponses /9
- Se soulager des tâches considérées comme ingrates 5 réponses /9
- 5 réponses /9

B1. Vers un renforcement de l'accompagnement technique et médiatique

La majorité des sondés (7/10) souhaite être accompagnée par Centraider pour de prochaines actions. Les organisateurs souhaitent faire appel à Centraider lorsqu'ils en ressentent le besoin et demandent d'abord un travail de relais médiatique offensif. Un certain nombre d'acteurs des zones rurales soutiennent la nécessité de poursuivre la décentralisation et de mutualiser les compétences entre tous les acteurs locaux pour aboutir à :

- **la construction d'un milieu associatif solidaire solide et averti,**
- **plus d'animations dans les zones rurales,**
- **une proximité des acteurs et du public, permettant une meilleure explication et compréhension des sujets abordés,**
- **une qualité des interventions et des réactions qui semblent intéresser chaque année de plus en plus de participants.**

Sept sondés sur 10 espèrent toucher un public plus large lors des prochaines éditions grâce au travail de Centraider. Ils ont conscience que l'impact de leurs travaux, accompagné par Centraider, se fera sur le moyen et long terme en tentant de fidéliser le public, en créant "noyau dur" fidèle à la SSI. Selon les sondés, Centraider devrait travailler plus souvent en contact direct et permanent avec les acteurs régionaux de la solidarité.

B.2 Vers une orientation plus fine de l'accompagnement

Selon les acteurs, Centraider a permis de concrétiser la majeure partie des objectifs fixés. Toutefois, des reproches se sont pourtant exprimés :

- Le doublement des documents du CRID et de Centraider,
- Trop d'intermédiaires entre les publics et les acteurs,
- Le manque de concertation à l'intérieur de Centraider qui surcharge les organisateurs,
- La documentation erronée pour présenter les animations au public,
- L'absence de besoin d'être aidé et l'autonomie assumée par certains acteurs.
- Selon une minorité d'acteurs, le travail de Centraider ne s'accorde pas avec de petites animations fréquentes dans les zones rurales (tables rondes, expositions, contes, jeux...).

VII. Propositions et perspectives

A. *Au niveau de l'accompagnement*

Le dialogue avec le CRID est lourd d'étapes, dissuadant certaines structures dans l'organisation d'animations. Un des rôles de Centraider pourrait être celui de la synthèse des informations nécessaires à l'organisation de la SSI, en vue d'alléger le côté administratif.

Le temps de préparation a été très court, ne laissant que **peu de marges de manœuvre à Centraider pour informer le grand public et les organisateurs**. L'arrivée des stagiaires un mois et demi avant le début de la SSI n'a pas permis une efficacité optimale de leur premier travail d'animateur/coordonateur.

L'aspect financier est un point qu'il faut repenser pour la prochaine édition. Cette année, une enveloppe de 5 000 € a été allouée à Centraider pour la coordination de la SSI. Cette enveloppe a été répartie de manière égale dans les départements de la région Centre. Ainsi, d'après les retours de questionnaires, cette gestion des fonds n'est pas adéquate au regard de la diversité des structures organisatrices et des actions réalisées dans les départements.

L'organisation, avant l'été, d'une journée de mutualisation des compétences et des actions en région Centre, serait l'occasion de lancer un débat sur les formats d'animation et les messages à faire passer. C'est en ce sens que les fonds de coordination pourraient servir, dans la mesure où cette journée pourrait être agrémentée de modules de formation (formation du GRDR sur le « thé palabres », de Matières Prises pour le « portage de paroles », d'Educasol pour les concepts d'éducation au développement...)

Il est également nécessaire de **délimiter les rôles que Centraider** doit jouer lors de cet évènement. Pour cette édition, Centraider n'a pas su réellement se positionner face aux associations. Centraider a été soit perçu comme un bailleur de fonds, ou soit utilisé pour réaliser des tâches ingrates. La question de la délimitation doit prendre en compte le positionnement dans le contexte de décentralisation ou déconcentration. L'accompagnement réalisé par Centraider ne saurait dépasser des cadres préalablement fixés avec le CRID. Il est donc important de les définir, assez tôt dans le calendrier SSI, afin d'être opérationnel pendant la période de « rush ».

Il en découle un besoin fortement exprimé de **bien redéfinir les rôles de chacun**. Centraider doit être pris, par les organisateurs, comme une boîte à outils fournissant des services (aide au montage des animations, aide au montage de dossiers de financements, conseils sur les animations porteuses, relais de documentation, d'informations, de mise en relation, fournitures de pistes pour le choix d'intervenants...). Un équilibre doit toutefois être recherché pour ne pas sombrer dans l'assistantat, phénomène ressenti à Bourges par Pierre-Yves Heurtier. Il est nécessaire de responsabiliser les organisateurs, même s'ils bénéficient d'un stagiaire, et d'explicitier les rôles de chacun (des organisateurs, de Centraider, du CRID). Cela passe sans doute par un conventionnement, avec les organisateurs, sur les moyens et le niveau d'accompagnement qu'ils souhaitent obtenir.

Fusionner les différentes demandes de subventions au Conseil Régional en un seul dossier pour la SSI suscite un intérêt technique non négligeable. Ainsi, les demandes de subventions pour les animations pourront être examinées avec beaucoup plus d'intérêt, d'un seul coup et avec moins de dispersion pour les services du Conseil régional. C'est aussi un moyen de partager des informations ou des outils décrits dans les dossiers (intervenants, jeux...).

La diffusion, avant chaque été, sur le site de Centraider, par mail ou courrier, d'une méthodologie pour organiser collectivement et efficacement des actions dans le cadre de l'éducation au développement, de la sensibilisation et de la SSI serait un premier moyen d'impliquer les organisateurs potentiels d'animations. **La diffusion d'un répertoire, d'une carte des acteurs et des actions de sensibilisation à la solidarité en région Centre** pourraient permettre aux organisateurs répertoriés une capitalisation et une mutualisation des compétences plus fortes.

Dans une vision à terme, **la diffusion d'un questionnaire de satisfaction et de suggestion à la fin de chaque édition** permettrait de connaître les thèmes, formes d'animation, invités, moments et lieux à privilégier pour les prochaines éditions.

Les packs communication du CRID sont pré-formatés et non-modulables. Il serait sans doute intéressant d'en posséder un stock et de les redistribuer en fonction des besoins, des budgets et du territoire concerné. Il s'agit aussi de parer toute situation, notamment celle de l'engagement tardif d'une association dans la SSI. Elle pourrait ainsi disposer d'outils de communication dans l'urgence...

Nous l'avons vu, le manque d'implication des collectivités locales nuit à l'impact général de la SSI. Ainsi, il s'agirait de **réfléchir à des techniques de mobilisation des collectivités locales**, sans doute à travers le développement de thématiques qui pourraient les intéresser (achats publics éthiques, tourisme responsable...) ou encore en les incitant à faire venir des partenaires du Sud lors de la SSI (dans l'hypothèse où elles mènent des actions de coopération décentralisée). Dans ce même ordre d'idées, il serait intéressant de mobiliser des structures dont la solidarité internationale n'est pas le but premier (PIJ, ANPE, Comité d'entreprises...).

B. Au niveau de la programmation

Il semble que l'intérêt premier du public présent soit les sujets abordés, ce qui laisse penser qu'il faut **communiquer davantage sur les thématiques de la SSI**. Communiquer vers un public intéressé implique de réfléchir à des thèmes fédérateurs, mobilisant encore le « noyau dur ».

Il est par contre tout aussi important de « **vulgariser** » **la communication vers un plus large public** pour rompre avec le côté alternatif et réservé de la solidarité internationale. Cet élargissement pourrait s'effectuer sur les thèmes qui touchent l'actualité, les programmes scolaires et les projets solidaires. Dans un avenir proche, il serait donc intéressant de questionner le public sur les thèmes, les invités et les formes d'animations pour privilégier des axes d'action.

Travailler dans le sens du développement durable nécessite de réfléchir à des méthodes écologiques pour créer des supports de communication. **Internet constitue un chantier qu'il faut continuer à investir** et l'incitation (à travers l'aide financière) à regrouper des programmes par département semble aussi une voie à promouvoir (dans le sens de l'économie, de la mutualisation et du développement durable).

Certaines animations, simples et efficaces, comme le « portage de paroles », **sont intrinsèquement des techniques de communication**. Il faut donc tenter de les développer en ce qu'elles sont peu onéreuses, efficaces et permettent à des bénévoles et des passants, qui ne se seraient jamais rencontrés dans un autre contexte, de pouvoir échanger sur un thème de solidarité.

C. Au niveau de la relation médias

Notre inexpérience dans la communication de la SSI nous a quelque peu freiné. Cela nous amène à nous questionner sur la nécessité de mettre en place des formations sur la communication pour Centraider et les organisateurs locaux.

Il est tout aussi important de **ne pas se noyer dans l'activation des partenariats nationaux rigides** (FR3-HCCI par exemple), au détriment d'un **travail avec la presse locale et « alternative »**, susceptible de toucher plus de monde, de par leur encrage territorial, sociologique ou encore militant.

Cartographie SSI – Centre 2007



- Animations organisées par des associations isolées
- Animations organisées par des collectifs